

l'initiative d'ouvrir le feu, s'assurant par là un avantage probablement décisif sur le terrain militaire. Mais, même avant l'éclatement du conflit, plusieurs épisodes avaient indiqué qu'Israël s'apprêtait à frapper ses voisins. Différents facteurs ont contribué à une telle évolution : des difficultés économiques croissantes, la consolidation graduelle en Syrie d'un gouvernement à l'avant-garde du mouvement arabe progressiste, les pressions et les préoccupations des compagnies pétrolières qui craignaient de plus en plus pour le maintien de leurs positions. Il est probable aussi que les cercles dirigeants de Tel-Âviv considéraient que le contexte international leur était sensiblement plus favorable qu'en 1956 et escomptaient que l'Union soviétique n'interviendrait jamais directement dans le conflit.

Le problème se pose, toutefois, de savoir pourquoi Nasser a accepté pour sa part la perspective d'une épreuve de force dans les conditions données et a pris en conséquence des mesures, dont celle concernant le détroit de Tiran, qui impliquaient de toute évidence le risque d'une confrontation militaire.

L'hypothèse d'une pression exercée par l'Union soviétique, visant à engager les Etats-Unis sur un nouveau front et à créer les prémices d'une négociation globale, n'est pas justifiée par les événements. Dans la phase diplomatique qui suit le cessez-le-feu, l'U.R.S.S. s'est efforcée, effectivement, de mettre tous les problèmes sur le tapis, mais il est évident que l'issue du conflit du Moyen-Orient a affaibli ses positions ; et, d'ailleurs — étant donné qu'ils n'avaient aucune intention de s'engager directement — les dirigeants soviétiques ne

devaient avoir de doutes sur cette issue, même s'ils ne prévoyaient pas une conclusion tellement rapide. Nasser lui-même, en annonçant sa démission, a fait connaître que Moscou, tout en lançant au commencement l'alarme sur les menaces contre la Syrie, est intervenue plus tard dans le sens de la « modération ».

Il découle des explications nassériennes officielles également — au delà de leur caractère apologétique — que les dirigeants arabes et notamment égyptiens ne se sont pas trompés essentiellement sur l'appréciation des réactions israéliennes (personne ne pouvait envisager sérieusement la possibilité que Tel-Âviv encaisse sans riposte le coup d'Âkaba), ni sur l'interprétation de l'attitude de l'U.R.S.S. (il était difficile de croire que Moscou, qui ne s'était pas engagé directement au Vietnam, l'aurait fait au Moyen-Orient dans des conditions moins favorables). C'est surtout dans l'appréciation du rapport des forces sur le plan militaire qu'ils ont commis une erreur très grave. En comptant sur le renforcement de l'armée et de l'aviation égyptienne, et en sous-estimant les forces de l'adversaire (et sans doute aussi les conséquences négatives de l'engagement au Yémen), le groupe nassérien estimait pouvoir renverser la situation de 1948 ou de 1956 ou, tout au moins, imposer une guerre prolongée qui, accompagnée par une lutte de guérilla et une guerre populaire dans certaines zones, aurait effectivement représenté pour Israël le danger majeur. Quelques jours d'expérience ont suffi à démontrer combien ces calculs étaient erronés.